

Santé et solidarité

Respectable Loge, Tolérance et Liberté, Orient de Cambrai, Région 10

Mots-clefs : Crise sanitaire en panique, Solidarité citoyenne

« Notre système de santé a été éprouvé pour de multiples raisons. Quelles pistes pour l'améliorer, le rendre robuste et fiable ? »

« Faut-il développer un système de santé unique dans l'ensemble de l'Union européenne ? Sur quelles bases ? »

« Comment penser de nouvelles Solidarités européennes ? »

Trois axes de réflexion sur la thématique santé et solidarité :

Forces et faiblesses de notre système de santé

La gestion de la crise avec des prises de décisions s'appuyant sur des sources variées comme des bases de données non coordonnées, des informations provenant de plusieurs pays pas ou peu maîtrisées et nous dictant un confinement sous une autorité en panique.

« L'après » avec ses améliorations : plus d'efficacité, de l'innovation et une anticipation de « l'après d'un futur avant » en intégrant les aspects économiques et sociaux tant au niveau national qu'europeen.

Les forces

Notre système de santé est reconnu mondialement pour sa qualité : s'appuyant sur des compétences reconnues, multidisciplinaires, utilisant des technologies de pointe, il a montré sa réactivité et son efficacité. Ce système, délaissé depuis longtemps était en première ligne et visible de tous. La covid19 a contraint à réagir très vite, à investir plus encore et montrer de l'ingéniosité afin de compenser les défaillances des années passées. Des outils simples mais nécessaires avaient été abandonnés au profit de l'économie mais aussi par manque de moyens, voire suite à des compétences perdues liées aux délocalisations. Une assistance de terrain en coordination avec les médecins de ville a été mise en place afin de pallier l'urgence. La mobilisation des hôpitaux publics et privés, des hôpitaux militaires et leur logistique de campagne ont prouvé une solidarité dans l'épreuve.

Les faiblesses

Cette crise a mis en avant le manque de responsabilité individuelle, le manque de discipline, montrant notre évident problème « Franco-Français » ; une démocratie qui demande beaucoup à l'État jusqu'à confiner à l'assistanat. La santé n'étant pas une valeur marchande, nous sommes toujours mis à partie avec l'hôpital public soucieux de soigner les gens en opposition à l'hôpital privé toujours performant d'une rentabilité.

Préconisations

Améliorer les relations et les organisations de l'hôpital privée et public sous la férule des ARS.

Responsabiliser les individus. Les rendre acteurs de leur santé et non plus consommateurs de soins). Les informer sur le coût pour la société de leur prise en charge.

Puiser dans l'expérience des gens de 'terrain', les aides-soignant-e-s, infirmier-e-s, les médecins, les auxiliaires de vie des propositions pragmatiques.

Gestion « panique »

On peut retenir de la gestion de cette crise plusieurs défaillances, voire incompétences. D'abord la précipitation des premiers jours où la Covid19 fait s'interrompre chimiothérapies vraies urgences, soins continus, interventions programmées, quotidien hospitalier. Aussi, la mise à l'arrêt des entreprises et administrations en recourant au chômage partiel pour alléger les charges, mais sans analyse des conséquences. On voit déjà les fragilités du monde « d'avant » se traduire par des fermetures, des dépôts de bilan... Le plus fort de cette « vague » économique est devant nous. On aura vécu pour et avec ce virus pendant des semaines. Dès le début de cette crise, les décisions prises, fondées sur des données statistiques parfois factuelles, et issues de multiples outils gérés par notre pays et l'Europe, n'ont pas été comprises et validées par notre système de santé et nos

concitoyens. Retenons que des directives imposées parfois contradictoires ont été données - parfois le même jour - aux soignants et aux citoyens, provoquant confusion, voire désordre total. Les attermoissements sur le port du masque sont un exemple parmi d'autres. Un doute subsiste quant à la fiabilité des bases de données, voire leurs analyses et interprétations. La lenteur dans les prises de décisions a montré notre désorganisation face à un évènement d'une telle ampleur.

Beaucoup de questions

Avions-nous toutes les informations nécessaires et utiles à la bonne prise de décisions ? Ne manquons-nous pas d'expertises ? Nos administrations étaient-elles en phase et réactives ? Les médias n'ont-ils pas participé à cette confusion ? Pourquoi ne pas avoir un outil universel, une base de données unique, permettant à chacun de prendre en concertation les bonnes décisions et de les coordonner tant au niveau national, qu'au niveau Européen ? Contre cet ennemi invisible, plusieurs études et programmes de tests sont lancés au niveau mondial sans aucun résultat réel à ce jour et ce, malgré une volonté forte de trouver un ou des remèdes. La preuve en est avec le programme « Discovery » dans lequel la France continue d'investir. Ne faut-il pas tout simplement prendre 'le leadership', montrer notre expertise, notre réactivité et notre solidarité en associant tout le corps social ?

Le monde d'avant nous rattrape dès qu'il s'agit de budget, d'argent, de finance. Les gestions et coordinations administrative se complexifient. Une compagnie investissant dans la recherche pourra toujours prétendre « à la réduction d'impôts, et plus encore ». Pourquoi ne pas mettre la recherche sous une autorité indépendante au niveau de l'Europe et ainsi suivre les programmes et leurs efficacités.

Préconisations pour mieux anticiper

Nous ne sommes pas à l'abri d'une autre crise sanitaire, économique, sociale. Préparer et anticiper c'est toujours avoir un coup d'avance et ainsi préparer « l'après d'un futur mais avant ». Ma liberté est importante en tant que citoyen, soit, mais celle de l'autre l'est plus. La France et surtout l'Europe doivent jouer un rôle important et se donner les moyens de mettre en place certains outils et une organisation plus agile.

On peut imaginer une base de données unique, un calcul statistique de suivi d'indicateurs standards au niveau européen, voire même au niveau de l'OMS (même si cela peut paraître utopique). Il faut travailler l'optimisation des systèmes d'informations, mais également les organisations pour aider à la décision. Tout simplement définir une politique de santé publique européenne, voire internationale.

Il faut une médecine de ville, au plus près du terrain et impliquée dès le départ d'une anomalie identifiée de façon à être le plus réactif possible et capable d'adaptation en fonction des informations validées,

Et enfin, « reprendre le travail » est une priorité, les suites seront plus difficiles que les conséquences liées au « COVID » !

Les nouvelles solidarités européennes

Les 27 pays de l'UE ont des systèmes de santé différents. Chacun a sa culture et ses habitudes. Si une prochaine crise doit arriver saurons-nous imaginer des solutions communes ? Tout ne dépend pas des états ; en Tchéquie – où le système de santé n'est pas à la hauteur du nôtre – la situation a été mieux gérée grâce à une attitude citoyenne adéquate.

Préconisations

Pourquoi pas des outils de productions européens pour le matériel nécessaire à la santé pour sortir de notre dépendance aux marchés lointains ? La sagesse commande de commencer par renforcer notre souveraineté nationale pour réagir plus efficacement en cas de crise nouvelle. Une souveraineté à l'échelle européenne, complexe et longue à mettre en œuvre, est inenvisageable à court terme. A l'échelon mondial on peut enfin imaginer une collaboration internationale dans le domaine de la recherche qui se développerait en dehors de tout intérêt lié au marché quitte à la financer par l'impôt.

Pour notre système de santé nationale, il faut puiser des propositions pragmatiques sans valeur marchande dans l'expérience des gens de « terrain » en améliorant les relations et les organisations de l'hôpital privée et public sous la férule des ARS, en responsabilisant les individus par leurs coûts de prise en charge et en finançant la recherche internationale par l'impôt.